



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ, 14 ΙΑΝΟΥΑΡΙΟΥ 1981

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
11

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1120

Περί κυρώσεως της εις Δαμασκόν, την 28ην Φεβρουαρίου 1979 υπογραφείσης συμφωνίας μεταξύ των Κυβερνήσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Αραβικής Συριακής Δημοκρατίας «περί διεθνών οδικών μεταφορών επιβατικών και εμπορευμάτων και του προσθέτου εις αυτήν πρωτοκόλλου».

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Υψητάσμενος ομοφώνως μετά της Βουλής, απέφασίσαμεν:

"Αρθρον πρώτον

Κυρώται και έχει ισχύν νόμου, η υπογραφείσα εις Δαμασκόν την 28ην Φεβρουαρίου 1979 συμφωνία μεταξύ των Κυβερνήσεων της Ελληνικής Δημοκρατίας και της Αραβικής Συριακής Δημοκρατίας περί διεθνών οδικών μεταφορών επιβατικών και εμπορευμάτων μετά του προσθέτου πρωτοκόλλου αυτής, των όποιων τὰ κείμενα εις πρωτότυπον εις την Γαλλικήν γλώσσαν και εις μετάφρασιν εις την Ελληνικήν έχουν ως ακόλουθως:

ACCORD

Entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Arabe Syrienne concernant les transports routiers internationaux de voyageurs et de marchandises.

Le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Arabe Syrienne, désireux d'encourager la collaboration internationale dans le domaine des transports routiers de voyageurs et de marchandises entre les deux pays ainsi qu'en transit par leurs territoires; et ayant en vue l'Accord de coopération économique, culturelle et technique entre la Grèce et la Syrie du 8 février 1976 et l'Accord sur l'établissement d'une liaison régulière maritime entre la Grèce et la Syrie par ferry-boat du 22 janvier 1977; sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Champ d' Application

Les dispositions du présent Accord sont applicables aux transports de personnes et de marchandises par route effectués au moyen des véhicules au sens de l'article 2.

Article 2

Definitions

1. Le terme «transporteur» désigne une personne physique, ou une personne morale (entreprise) grecque ou syrienne qui a le droit d'effectuer des transports de personnes ou de marchandises par route, conformément aux lois et règlements y relatifs en vigueur dans son pays.

2. Le terme «véhicule» désigne :

A. Un véhicule routier à propulsion mécanique qui est :

a) construit ou adapté en vue de son usage pour le transport de personnes ou de marchandises par route et qui est utilisé à cet effet;

b) immatriculé sur le territoire de l'une des Parties Contractantes; et

c) temporairement importé sur le territoire de l'autre Partie Contractante aux fins d'effectuer le transport international de personnes ou de marchandises à destination ou en provenance d'un lieu quelconque de ce territoire ou en transit par ce territoire.

B. Ou une remorque ou semi-remorque apte à être accouplée à un véhicule visé sous la lettre —A— ci-dessus de sorte que ce véhicule ainsi que la remorque ou semi-remorque remplissent les conditions indiquées sous les lettres (a) à (c).

Article 3

Transport de Personnes

1. A l'exception des transports touristiques occasionnels non soumis au régime de l'autorisation, l'organisation des autres formes de transport de personnes effectuées entre les deux pays, ainsi qu'en transit par leurs territoires au moyen des véhicules munis de huit sièges, au minimum, non compris le conducteur, sera déterminée par un Protocole de la Commission Mixte prévue à l'Article 15 du présent Accord.

2. Un transport touristique occasionnel est effectué, si le même groupe de personnes est transporté par le même véhicule :

a) soit au cours d'un voyage circulaire, commencé et terminé dans le pays d'immatriculation du véhicule :

b) soit au cours d'un voyage commencé dans le pays d'immatriculation du véhicule et terminé au point d'arrivée situé sur le territoire de l'autre Partie Contractante, à condition —s'il n'y a pas d'autorisation différente— que le véhicule, retourne à vide dans le pays d'immatriculation du véhicule, et que le groupe

de personnes emploie un autre moyen de transport pour son retour.

3. Le conducteur du véhicule doit être muni, en plus des documents prévus au Protocole annexé au présent Accord, d'une liste contenant les noms des personnes, leurs nationalités et le pays de destination.

Article 4

Transports de Marchandises

1. Les transports de marchandises entre les territoires des deux Parties Contractantes ou en transit par leurs territoires sont soumis au régime de l'autorisation.

2. Transports non soumis au régime de l'autorisation :

a) les transports de déménagement,

b) les transports d'objets destinés à des foires et expositions,

c) les transports de matériel (y compris les animaux) pour les artistes, les manifestations de loisir, les groupes de cirque, et les manifestations artistiques,

d) les transports de matériel pour les manifestations théâtrales, musicales et sportives (y compris les transports de chevaux de course, de véhicules et de bateaux de course)

e) les transports de véhicules endommagés,

f) les transports funéraires,

g) les transports à l'aide pendant les catastrophes.

Article 5

Transports Interieurs

Les dispositions du présent Accord n'autorisent pas le transporteur d'une Partie Contractante de commencer le transport de personnes ou de marchandises sur le territoire de l'autre Partie Contractante si le transport doit être terminé sur le même territoire.

Article 6

Transports — Pays Tiers

Les transporteurs de l'une des Parties Contractantes ne sont pas autorisés d'effectuer des transports de personnes et de marchandises entre le territoire de l'autre partie contractante et le territoire d'un pays tiers et vice-versa à moins qu'une autorisation spéciale ne soit accordée par l'autorité compétente de l'autre partie contractante.

Article 7

Transports soumis aux autorisations spéciales

1. Le transport de marchandises dangereuses et le transport pendant lequel le poids ou les dimensions des marchandises transportées ou des véhicules utilisés dépassent le poids ou les dimensions admissibles sur le territoire des Parties Contractantes exige une autorisation spéciale.

2. Les conditions pour délivrer cette autorisation seront déterminées par les autorités compétentes des Parties Contractantes.

3. Les Parties Contractantes s'engagent à ne pas soumettre les véhicules admis par l'autre Partie Contractante à la circulation sur les communications terrestres à des conditions, en matière de dimensions et de poids au maximum, plus restrictives que pour les véhicules immatriculés sur son territoire.

Article 8

Carburants et pièces de rechange

1. Les combustibles et carburants, les graisses et huiles de lubrification se trouvant dans les réservoirs prévus par le fabricant et fixés fermement dans les véhicules importés à titre temporaire conformément aux dispositions du présent Accord, ne sont pas soumis aux droits et taxes d'entrée, interdictions et restrictions d'importation.

2. Les pièces de rechange qui doivent servir pour les réparations d'un véhicule importé à titre temporaire

conformément aux dispositions du présent Accord, seront admises à l'importation temporaire, étant exonérées des droits et taxes d'entrée, interdictions et restrictions d'importation. Les autorités compétentes des Parties Contractantes peuvent délivrer le certificat de l'importation temporaire de ces pièces de rechange pour remplir les formalités de la douane. Les pièces remplacées seront réexportées, dédouanées ou détruites sous contrôle de la douane.

3. Le conducteur et autres membres de l'équipage du véhicule seront autorisés d'importer temporairement leurs effets personnels nécessaires au voyage sans paiement de droits et taxes d'entrée ou interdictions et restrictions d'importation.

Article 9

Impôts et taxes

Les taxes et impôts concernant les transports routiers effectués dans le cadre du présent Accord seront conformes à la législation interne en vigueur dans les deux Parties Contractantes.

Article 10

Législation nationale

Les questions qui ne sont réglées ni par le présent Accord, ni par les conventions internationales auxquelles participent les deux Parties Contractantes, sont réglées conformément à la législation interne de chacune des Parties Contractantes.

Article 11

Infractions

1. Lorsqu'un transporteur d'une Partie Contractante a commis des infractions aux dispositions du présent Accord sur le territoire de l'autre Partie Contractante, les autorités compétentes de cette dernière Partie Contractante, sans préjudice des dispositions légales applicables dans le pays où l'infraction a été commise, doivent en informer les autorités compétentes de la première Partie Contractante.

2. En cas des infractions visées à l'alinéa (1) du présent Article, les autorités compétentes de la Partie Contractante où l'infraction a été commise peuvent demander aux autorités compétentes de l'autre Partie Contractante :

a) de donner un avertissement au transporteur accompagné d'un avis l'informant qu'en cas de récidive il fera l'objet d'une suppression partielle ou totale de la possibilité d'effectuer des transports par les véhicules détenus ou exploités par ce transporteur sur le territoire de la Partie Contractante où l'infraction a été commise;

b) de supprimer, à titre temporaire, partiel ou total, le droit d'effectuer des transports sur le territoire de la Partie Contractante où l'infraction a été commise.

3. L'autorité qui a pris une telle mesure en informe l'autorité compétente de l'autre Partie Contractante.

4. Les dispositions du présent Article n'excluent pas les sanctions applicables aux termes des lois et règlements en vigueur dans le pays où l'infraction a été commise.

Article 12

Autorisations

1. Une autorisation sera délivrée pour chaque voyage et chaque véhicule; l'autorisation donnera le droit d'effectuer un voyage de transport entre les deux pays, ainsi qu'en transit par les territoires des deux Parties Contractantes.

2. Les autorisations sont délivrées au nom du transporteur; elles ne peuvent être utilisées que par lui-même, et elles ne sont pas transmissibles.

3. L'autorisation confère au transporteur le droit de prendre en charge au retour, des marchandises à condition de respecter les règlements en vigueur du pays de charge et que ces marchandises soient destinées exclusivement à son pays d'origine.

4. Les autorisations seront délivrées par les autorités compétentes de l'une des Parties Contractantes aux autorités compétentes de l'autre Partie Contractante et vice-versa en fonction des besoins de chacun des deux pays. La Commission Mixte prévue à l'Article 15 du présent Accord est compétente pour examiner toutes les questions relatives à ces autorisations.

Article 13

Modèle de l'autorisation

Le modèle de l'autorisation sera fixé par la Commission Mixte prévue à l'Article 15 du présent Accord.

Article 14

Contrôle de documents

Les autorisations et autres documents nécessaires, aux termes du présent Accord, doivent accompagner les véhicules respectifs et être présentés sur demande de toute autorité des deux Parties Contractantes compétente pour exiger leur présentation.

Article 15

Commission Mixte

1. Pour permettre une bonne exécution des dispositions du présent Accord, les deux Parties Contractantes instituent une Commission Mixte pour faciliter l'application ou l'interprétation du présent Accord.

2. La dite Commission Mixte se réunit une fois par an ou à la demande de l'une des Parties Contractantes alternativement sur le territoire de chacune d'elles.

3. Pendant trois mois qui suivent la mise en vigueur du présent Accord, la Commission Mixte prévue à l'alinéa (1) ci-dessus, se réunit pour envisager les mesures nécessaires permettant de mettre le présent Accord en application.

Article 16

Validité de l'Accord

1. Le présent Accord entrera en vigueur à une date fixée par échange de notes diplomatiques, concernant son approbation conformément à la législation nationale de chacune des Parties Contractantes.

2. Le présent Accord sera valable pour un an à partir de la date de son entrée en vigueur et sera prorogé tacitement d'année en année, sauf dénonciation par une des Parties Contractantes trois mois avant l'expiration de sa validité.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Damas le 28 Février 1979 en deux exemplaires originaux, en langue française, les deux exemplaires faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République
Hellénique
(υπογραφή)

Pour le Gouvernement
de la République Arabe
Syrienne
(υπογραφή)

PROTOCOLE A L'ACCORD

Pour appliquer les dispositions de l'Accord entre le Gouvernement de la République Hellénique et le Gouvernement de la République Arabe Syrienne concernant les transports routiers internationaux de voyageurs et de marchandises, il est convenu de ce qui suit :

1. Facilités douanières

a) Les marchandises transportées par route sur des véhicules commerciaux immatriculés en Grèce, circulant sous le couvert d'un carnet TIR valable, comme prévu à la Convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets TIR, seront admises sur le territoire syrien sur la base de ce carnet sans aucun examen.

Les autorités douanières syriennes peuvent dans des cas exceptionnels procéder à un examen des marchandises afin d'éviter des abus et notamment lorsqu'il y a soupçon d'irrégularité; à cet effet le carnet accompagnant les marchandises, ainsi que sa traduction en langue arabe, sera soumis aux autorités compétentes syriennes comme manifeste de marchandises et comme document de douane pour le transport de ces marchandises par la suite soit sur le territoire syrien soit en transit à travers ce territoire. Cependant, les dispositions de la législation nationale syrienne relatives à l'exigence de garantie douanière pour ces marchandises seront applicables.

b) Les marchandises transportées par route sur des véhicules commerciaux immatriculés en Syrie et qui ne sont pas couvertes par un carnet TIR, auront à leur entrée sur le territoire grec le traitement le plus favorable prévu par la législation nationale grecque dans la mesure où les spécifications de la construction des véhicules concernant le transport sûr des marchandises sous sceau douanier sont remplies et les sceaux afixés par les bureaux de douane syriens du point de départ se trouvent intacts; dans ce cas, les autorités douanières grecques s'abstiendront en général de tout examen de ces marchandises sauf dans le but d'éviter des abus et notamment lorsqu'il y a soupçon d'irrégularité. Cependant, les dispositions de la législation nationale grecque relatives à l'exigence de garantie douanière pour ces marchandises seront applicables.

2. Transports de marchandises (Article 7)

Délivrance de l'autorisation spéciale :

La demande de l'autorisation spéciale au transport, conformément à l'Article 7, doit comporter les renseignements ci-après :

- a) le titre et le siège du transporteur;
- b) le type et le numéro d'enregistrement d'Etat du véhicule;
- c) le nombre d'essieux et leurs distances;
- d) la capacité du véhicule;
- e) les dimensions et le poids du véhicule;
- f) la nature de la charge, ses dimensions et poids;
- g) en tant que de besoin, le dessin du véhicule avec sa charge;
- h) la pression à l'essieu;
- i) la vitesse au maximum admissible du véhicule à km/heures;
- j) le point de chargement et de déchargement (l'adresse exacte);
- k) les postes routiers frontières proposés et l'itinéraire proposé.

Les demandes de délivrance de l'autorisation spéciale au transport, conformément à l'Article 7, sont présentées par écrit dans 3 exemplaires au plus tard 14 jours avant le début du transport :

pour les transports sur le territoire de la République Hellénique à l'adresse :

Ministère des Transports, Athènes - Grèce;

pour les transports sur le territoire de la République Arabe Syrienne :

Ministère de Transport, Damas - Syrie.

3. Dispositions générales

1. Application de la législation nationale (Article 10)

Les Parties Contractantes prennent acte que l'Article 10 se réfère notamment à la législation sur les transports routiers, sur la circulation routière, sur les poids et les dimensions des véhicules, sur la durée du travail et du repos, ainsi que sur les périodes de conduite au volant des chauffeurs.

A) Les transporteurs et les conducteurs des véhicules d'une Partie Contractante sont tenus de respecter les dispositions légales et réglementaires sur la circulation et les transports routiers, ainsi que sur la durée du travail et la durée maximum de conduite en vigueur sur le territoire de l'autre Partie Contractante lorsqu'ils circulent sur ce territoire. En même temps, ils sont tenus de respecter les autres dispositions légales en vigueur dans ce dernier pays.

B) Les véhicules utilisés pour effectuer des transports doivent disposer des conditions nécessaires pour l'opération prévue et ils doivent être entretenus en tenant compte des dispositions de la réglementation du pays d'immatriculation du véhicule.

C) 1. Les conducteurs des véhicules doivent être munis des documents suivants :

- a) un passeport régulier pour l'étranger;
- b) un permis de conduire international permettant aux conducteurs de conduire la catégorie du véhicule qu'ils possèdent ou à défaut le permis délivré par l'une des deux Parties Contractantes et admis sur le territoire de l'autre Partie Contractante.

2. Chaque véhicule doit être muni des documents internationaux obligatoires tels que tryptique ou carnet de passage en douane, etc...

D) Tous les documents prévus par le présent Accord seront délivrés par les autorités compétentes de la Partie Contractante et doivent être à bord du véhicule afin d'être présentés à toute demande des agents chargés du contrôle.

E) Les véhicules effectuant des transports de marchandises doivent être munis d'un document de transport, conformément aux dispositions de la législation nationale du pays d'immatriculation du véhicule.

2. Impôts et taxes (Article 9)

En respectant les lois et réglementations fiscales en vigueur dans les deux Parties Contractantes, le régime fiscal concernant les transports routiers de personnes et de marchandises effectués dans le cadre du présent Accord sera déterminé par un protocole de la Commission Mixte prévue à l'Article 15 du présent Accord. Cette Commission étudiera la possibilité de réduire ou d'exempter certains taxes et impôts.

3. Autorités compétentes

Les autorités compétentes pour l'application de cet Accord sont :

Pour la République Hellénique :

Ministère des Transports, Athènes - Grèce;

Pour la République Arabe Syrienne :

Ministère de Transport, Damas - Syrie.

4. Commission Mixte (Article 15)

La Commission mixte est compétente :

a) de proposer des amendements aux dispositions de l'Accord et du présent Protocole;

b) de déterminer le nombre d'autorisations annuelles qui seront délivrées conformément à l'Article 12 paragraphe 4 de l'Accord par les autorités compétentes d'une Partie Contractante aux autorités compétentes de l'autre Partie Contractante et vice-versa.

c) d'établir et de signer des Protocoles d'application de l'Accord.

Fait à Damas le 28 Février 1979, en deux exemplaires

originaux, en langue française, les deux exemplaires faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République
Hellénique
(υπογραφή)

Pour le Gouvernement
de la République Arabe
Syrienne
(υπογραφή)

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξύ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Συριακῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας ἀφορώσα εἰς τὰς διεθνεῖς ὁδικὰς μεταφορὰς ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων.

Ἡ Κυβέρνησις τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ ἡ Κυβέρνησις τῆς Συριακῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας,

Ἐπιθυμοῦσαι ὅπως ἐνθαρρύνουν τὴν διεθνή συνεργασίαν εἰς τὸν τομέα τῶν ὁδικῶν μεταφορῶν ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν καθὼς καὶ ὑπὸ διαμετακόμισιν διὰ τῶν ἑδαφῶν αὐτῶν καὶ ἔχουσιν ὑπ' ὄψει τὴν Συμφωνίαν οἰκονομικῆς, μορφωτικῆς καὶ τεχνικῆς συνεργασίας μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Συρίας, τῆς 8ης Φεβρουαρίου 1976 καὶ τὴν Συμφωνίαν τῆς 22ας Ἰανουαρίου 1977 περὶ τῆς συστάσεως τακτικῆς ναυτιλιακῆς συνδέσεως μεταξὺ Ἑλλάδος καὶ Συρίας μὲ ἐπιβατηγὸν-ὀχηματαγωγόν, συνεφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

Ἄρθρον 1.

Πεδίον ἐφαρμογῆς.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμφωνίας ἐφαρμόζονται εἰς τὰς ὁδικὰς μεταφορὰς προσώπων καὶ ἐμπορευμάτων, ἐκτελούμενας δι' ὀχημάτων ἐν τῇ ἐννοίᾳ τοῦ ἀρθροῦ 2.

Ἄρθρον 2.

Ὅρισμοί.

1. Ὁ ὅρος «μεταφορεὺς» ὑποδηλοῖ φυσικὸν πρόσωπον, ἢ νομικὸν πρόσωπον (ἐπιχειρήσιν), ἑλληνικὸν ἢ συριακὸν ἔχον τὸ δικαίωμα νὰ ἐκτελῇ ὁδικὰς μεταφορὰς προσώπων ἢ ἐμπορευμάτων, συμφώνως πρὸς τοὺς σχετικούς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοὺς ἰσχύοντας εἰς τὴν χώραν αὐτοῦ.

2. Ὁ ὅρος «ὄχημα» ὑποδηλοῖ :

Α. Ὅχημα ὁδικὸ μὲ μηχανικὴν προώθησιν τὸ ὁποῖον εἶναι :

α) Κατασκευασμένον ἢ προσαρμοσμένον ἐν ὅψει τῆς χρησιμοποίησεως αὐτοῦ διὰ τὴν μεταφορὰν προσώπων ἢ ἐμπορευμάτων, ὁδικῶς, καὶ τὸ ὁποῖον χρησιμοποιεῖται διὰ τὸν σκοπὸν αὐτόν.

β) Καταχωρημένον εἰς τὰ μητρώα τοῦ ἐνὸς ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, καὶ

γ) προσκαίρως εἰσαχθὲν εἰς τὸ ἑδάφος τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως ἐκτελῇ τὴν διεθνή μεταφορὰν προσώπων ἢ ἐμπορευμάτων, προοριζομένων ἢ προερχομένων ἀπὸ οἰονδήποτε τόπον τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ ἢ ὑπὸ διαμετακόμισιν διὰ τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ.

Β. Ρυμουλκούμενον ὄχημα ἢ ἡμι-ρυμουλκούμενον ὄχημα κατάλληλον νὰ συζευχθῇ μὲ ὄχημα ἀναφερόμενον ὑπὸ τὸ γράμμα Α ἀνωτέρω, εἰς τρόπον ὥστε τὸ ὄχημα αὐτὸ καθὼς καὶ τὸ ρυμουλκούμενον ὄχημα ἢ ἡμι-ρυμουλκούμενον ὄχημα νὰ πληροῦν τοὺς ὅρους οἱ ὁποῖοι ὑποδεικνύονται ὑπὸ τὰ στοιχεῖα (α) ἕως (γ).

Ἄρθρον 3.

Μεταφορὰ προσώπων.

1. Ἐξαιρέσει τῶν περιστασιακῶν τουριστικῶν μεταφορῶν αἱ ὁποῖαι δὲν ὑπόκεινται εἰς τὸ καθεστὼς ἀδείας, ἢ ὀργάνωσις τῶν ἄλλων μορφῶν μεταφορᾶς προσώπων αἱ ὁποῖαι πραγματοποιοῦνται μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν καθὼς καὶ ἡ διέλευσις διὰ τῶν ἑδαφῶν αὐτῶν δι' ὀχημάτων ἐφωδιασμένων μὲ ὀκτὼ καθίσματα τοῦλάχιστον, μὴ συμπεριλαμβανομένου τοῦ οδηγοῦ, θὰ προσδιορισθῇ ἀπὸ Πρωτόκολλον τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς, ἢ ὁποία προβλέπεται εἰς τὸ ἄρθρον 15 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

2. Μία περιστασιακὴ τουριστικὴ μεταφορὰ πραγματοποιεῖται, ἐὰν ἡ ἰδίᾳ ὁμὰς προσώπων μεταφέρεται ἀπὸ τὸ ἴδιο ὄχημα :

α) Ἐἴτε κατὰ τὴν διάρκειαν κυκλικοῦ ταξιδίου, τὸ ὁποῖον ἀρχίζει καὶ τελειώνει εἰς τὴν χώραν καταχωρήσεως τοῦ ὀχηματος.

β) Ἐἴτε κατὰ τὴν διάρκειαν ταξιδίου τὸ ὁποῖον ἤρχισεν εἰς τὴν χώραν καταχωρήσεως τοῦ ὀχηματος καὶ τὸ ὁποῖον τελειώσε εἰς τὸ σημεῖον ἀφίξεως, εὐρισκόμενον εἰς τὸ ἑδάφος τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ὑπὸ τὸν ὅρον, ἐφ' ὅσον δὲν ὑπάρχει διαφορετικὴ ἄδεια, τὸ ὄχημα νὰ ἐπιστρέψῃ ἄδειο εἰς τὴν χώραν καταχωρήσεως τοῦ ὀχηματος καὶ ἡ ὁμὰς τῶν προσώπων νὰ χρησιμοποιήσῃ ἄλλο μεταφορικὸν μέσον διὰ τὴν ἐπιστροφὴν τῆς.

3. Ὁ ὁδηγὸς τοῦ ὀχηματος πρέπει νὰ εἶναι ἐφωδιασμένος, ἐκτὸς τῶν ἐγγράφων τὰ ὁποῖα προβλέπονται εἰς τὸ συνημμένον εἰς τὴν παρούσα Συμφωνίαν Πρωτόκολλον, μὲ κατάλογον περιέχοντα τὰ ὀνόματα τῶν προσώπων, τὰς ἐθνικότητας αὐτῶν καὶ τὴν χώραν προορισμοῦ.

Ἄρθρον 4.

Μεταφορὰ ἐμπορευμάτων.

1. Αἱ μεταφορὰ ἐμπορευμάτων μεταξὺ τῶν ἑδαφῶν τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν ἢ ὑπὸ διαμετακόμισιν διὰ τῶν ἑδαφῶν αὐτῶν ὑπόκεινται εἰς τὸ καθεστὼς τῆς ἀδείας.

2. Μεταφορὰ μὴ ὑποκείμενη εἰς τὸ καθεστὼς τῆς ἀδείας :

α) Αἱ μεταφορὰ μετακομίσεως.

β) Αἱ μεταφορὰ ἀντικειμένων προοριζομένων δι' ἐμποροπανηγύρεις καὶ ἐκθέσεις.

γ) Αἱ μεταφορὰ σκευῆς (συμπεριλαμβανομένων τῶν ζώων) διὰ τοὺς καλλιτέχνας, τὰς ἐκδηλώσεις διασκεδάσεως, τὰς ὁμάδας τσίρκων καὶ τὰς καλλιτεχνικὰς ἐκδηλώσεις.

δ) Αἱ μεταφορὰ τῆς σκευῆς διὰ τὰς θεατρικὰς, μουσικὰς καὶ ἀθλητικὰς ἐκδηλώσεις (συμπεριλαμβανομένων τῶν δρομῶν ἵππων καὶ τῶν ἀγωνιστικῶν ὀχημάτων καὶ σκαφῶν).

ε) Τῶν ὀχημάτων τὰ ὁποῖα ὑπέστησαν ζημίας.

στ) Αἱ μεταφορὰ νεκρῶν.

ζ) Αἱ μεταφορὰ ἀρωγῆς κατὰ τὴν διάρκειαν καταστροφῶν.

Ἄρθρον 5.

Ἐσωτερικαὶ μεταφορὰ.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν ἐπιτρέπουν εἰς τὸν μεταφορέα ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους νὰ ἀρχίσῃ τὴν μεταφορὰν προσώπων ἢ ἐμπορευμάτων εἰς τὸ ἑδάφος τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους ἐὰν ἡ μεταφορὰ πρέπει νὰ περατωθῇ εἰς τὸ ἴδιο ἑδάφος.

Ἄρθρον 6.

Μεταφορὰ-τρίται χωρὰ.

Οἱ μεταφορεῖς τοῦ ἐνὸς ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δὲν δικαιοῦνται νὰ ἐκτελοῦν μεταφορὰς προσώπων ἢ ἐμπορευμάτων μεταξὺ τοῦ ἐδάφους τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ τοῦ ἐδάφους μίας τρίτης χώρας καὶ ἀντιστρόφως, ἐκτὸς καὶ ἂν παρασχεθῇ εἰδικὴ ἄδεια ὑπὸ τῆς ἀρμοδίας ἀρχῆς τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 7.

Μεταφορὰ ὑποκείμενη εἰς εἰδικὰς ἀδείας.

1. Ἡ μεταφορὰ ἐπικινδύνων ἐμπορευμάτων, ἢ μεταφορὰ κατὰ τὴν ὁποίαν τὸ βάρος καὶ αἱ διαστάσεις τῶν μεταφερομένων ἐμπορευμάτων ἢ τῶν χρησιμοποιουμένων ὀχημάτων ὑπερβαίνουν τὸ παραδεκτὸν βάρος ἢ τὰς παραδεκτὰς διαστάσεις εἰς τὸ ἑδάφος τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἀπαιτεῖ εἰδικὴν ἄδειαν.

2. Οἱ ὅροι διὰ τὴν ἐκδοθῆ ἡ ἄδεια αὕτη θὰ προσδιορισθοῦν ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

3. Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται νὰ μὴ ὑποβάλουν τὰ ὄχηματα, εἰς τὰ ὁποῖα ἐπετρέπη ἡ κυκλοφορία εἰς τὰς χερσαίας συγκοινωνίας ὑπὸ τοῦ ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, εἰς δρους, ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰς διαστάσεις καὶ εἰς τὸ μέγιστον βάρος, πλέον περιοριστικούς ἀπὸ τοὺς ἰσχύοντας

διὰ τὰ ὀχήματα τὰ ὁποῖα εἶναι καταχωρισμένα εἰς τὰ μη-
τρώα τῆς χώρας αὐτοῦ.

Ἄρθρον 8.

Υγρά καύσιμα καὶ ἀνταλλακτικά.

1. Τὰ καύσιμα καὶ τὰ ὑγρά καύσιμα, τὰ λίπη καὶ τὰ λι-
παντικά ὀρυκτέλαια τὰ εὐρισκόμενα εἰς τὰ ὑπὸ τοῦ κατα-
σκευαστοῦ προβλεπόμενα δοχεῖα τὰ ὁποῖα εἶναι στερεῶς
προσδεδεμένα εἰς τὰ προσωρινῶς εἰσαχθέντα ὀχήματα, συμ-
φώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, δὲν
ὑπόκεινται εἰς δικαιώματα καὶ τέλη εἰσόδου, ἀπαγορεύσεις
καὶ περιορισμούς εἰσαγωγῆς.

2. Τὰ ἀνταλλακτικά τὰ ὁποῖα χρησιμεύουν διὰ τὰς ἐπι-
σκευὰς ἐνὸς προσωρινῶς εἰσαχθέντος ὀχήματος συμφώνως
πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως, θὰ εἰσαχθοῦν
προσωρινῶς, ἀπηλλοχθέντα τῶν δικαιωμάτων καὶ τελῶν εἰ-
σόδου, τῶν ἀπαγορεύσεων καὶ τῶν περιορισμῶν εἰσαγωγῆς.
Αἱ ἀρμοδίαι ἀρχαὶ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δύνανται νὰ
ἐκδώσουν τὸ πιστοποιητικὸν τῆς προσωρινῆς εἰσαγωγῆς τῶν
ἀνταλλακτικῶν αὐτῶν διὰ νὰ πληρωθοῦν αἱ διατυπώσεις τοῦ
τελωνείου. Τὰ ἀντικατασταθέντα ἀνταλλακτικά θὰ ἐπανε-
ξάγωνται, θὰ ἐκτελωνίζωνται ἢ θὰ καταστρέφωνται ὑπὸ
τὸν ἐλεγχον τοῦ τελωνείου.

3. Ὁ ὁδηγὸς καὶ ἄλλα μέλη τοῦ πληρώματος τοῦ ὀχήματος
θὰ δύνανται νὰ εἰσάγουν προσωρινῶς τὰ ἀπαραίτητα διὰ τὸ
ταξίδι προσωπικά των εἰδὴ ἄνευ καταβολῆς δικαιωμάτων καὶ
τελῶν εἰσόδου ἢ ἄνευ ἀπαγορεύσεων καὶ περιορισμῶν εἰσα-
γωγῆς.

Ἄρθρον 9.

Φόροι καὶ τέλη.

Τὰ τέλη καὶ οἱ φόροι διὰ τὰς ὁδικὰς μεταφορὰς, τὰς ἐκτε-
λουμένους εἰς τὸ πλαίσιον τῆς παρούσης Συμβάσεως, θὰ εἶναι
σύμφωνοι πρὸς τὴν ἐν ἰσχύϊ ἐσωτερικὴν νομοθεσίαν τῶν δύο
Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 10.

Ἐθνικὴ Νομοθεσία.

Τὰ θέματα τὰ ὁποῖα δὲν ρυθμίζονται οὔτε ἀπὸ τὴν πα-
ροῦσαν Σύμβασιν, οὔτε ἀπὸ τὰς διεθνεῖς συνθήκας εἰς τὰς
ὁποίας συμμετέχουν τὰ δύο συμβαλλόμενα μέρη, ρυθμίζονται
συμφώνως πρὸς τὴν ἐσωτερικὴν νομοθεσίαν ἐκάστου ἐκ τῶν
Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 11.

Παραβάσεις.

1. Ὅταν εἰς μεταφορεὺς ἐνὸς ἐκ τῶν Συμβαλλομένων
Μερῶν ἔχει παραβῇ τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως
εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, αἱ ἀρμοδίαι
ἀρχαὶ αὐτοῦ τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους, μετὰ τὴν ἐπιφύλαξιν
τῶν νομίμων διατάξεων τῶν ἐφαρμοζομένων εἰς τὴν χώραν
ὅπου ἐξετελέσθη ἡ παράβασις, ὀφείλουν ὅπως πληροφορήσουν
σχετικῶς τὰς ἀρμοδίας ἀρχὰς τοῦ πρώτου Συμβαλλομένου
Μέρους.

2. Εἰς τὴν περίπτωσιν τῶν παραβάσεων περὶ ὧν ἡ παρά-
γραφος (1) τοῦ παρόντος ἄρθρου, αἱ ἀρμοδίαι ἀρχαὶ τοῦ Συμ-
βαλλομένου Μέρους ὅπου ἐξετελέσθη ἡ παράβασις δύνανται
νὰ ζητήσουν ἀπὸ τὰς ἀρμοδίας ἀρχὰς τοῦ ἐτέρου Συμβαλ-
λομένου Μέρους :

α) Νὰ δίδεται προειδοποίησις εἰς τὸν μεταφορέα, συνοδευο-
μένη ἀπὸ εἰδοποίησιν ἢ ὁποῖα θὰ τὸν πληροφορῇ ὅτι ἐν
περίπτωσει ὑποτροπῆς θὰ ὑποστῇ ὀλικὴν ἢ μερικὴν ἀφαίρεσιν
τῆς δυνατότητος νὰ ἐκτελῇ μεταφορὰς, διὰ τῶν ὀχημάτων
τὰ ὁποῖα κατέχονται ἢ ἐκμεταλλεύονται ὑπὸ τοῦ μεταφο-
ρέως αὐτοῦ, εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ὅπου
ἐξετελέσθη ἡ παράβασις.

β) Νὰ καταγγῆται προσωρινῶς, μερικῶς ἢ ὀλικῶς τὸ
δικαίωμα νὰ ἐκτελῇ μεταφορὰς εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ Συμβαλ-
λομένου Μέρους ὅπου ἐξετελέσθη ἡ παράβασις.

3. Ἡ ἀρχὴ ἢ ὁποία ἔλαβε παρόμοιον μέτρον πληροφορεῖ
σχετικῶς τὴν ἀρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου
Μέρους.

4. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἀποκλείουν τὰς
παραπάνω ποινὰς αἱ ὁποῖαι ἐφαρμόζονται κατὰ τοὺς ὅρους
τῶν ἐν ἰσχύϊ νόμων καὶ τῶν κανονισμῶν τῆς χώρας ὅπου ἐξε-
τελέσθη ἡ παράβασις.

Ἄρθρον 12.

Ἄδειαι.

1. Μία ἄδεια θὰ ἐκδίδεται διὰ κάθε ταξίδι καὶ κάθε ὄχημα
ἢ ἄδεια θὰ παρέχῃ τὸ δικαίωμα νὰ ἐκτελῇται ἓνα ταξίδι
μεταφορὰς μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, καθὼς καὶ ὑπὸ διαμετα-
κόμισιν διὰ τῶν ἐδαφῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

2. Αἱ ἄδειαι θὰ ἐκδίδονται εἰς τὸ ὄνομα τοῦ μεταφορέως,
δὲν δύνανται νὰ χρησιμοποιηθοῦν παρὰ μόνον ὑπὸ τοῦ ἰδίου,
καὶ δὲν εἶναι μεταβιβάσιμοι.

3. Ἡ ἄδεια παρέχει εἰς τὸν μεταφορέα τὸ δικαίωμα νὰ
φορτώσῃ κατὰ τὴν ἐπιστροφὴν, ἐμπορεύματα, ὑπὸ τὸν ὅρον
νὰ σεβασθῇ τοὺς ἐν ἰσχύϊ κανονισμούς τῆς χώρας φορτώσεως
καὶ ὑπὸ τὸν ὅρον τὰ ἐμπορεύματα αὐτὰ νὰ προορίζωνται
ἀποκλειστικῶς διὰ τὴν χώραν προοιεύσεως αὐτοῦ.

4. Αἱ ἄδειαι θὰ παραδίδονται ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν
τοῦ ἐνὸς ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν εἰς τὰς ἀρμοδίας
ἀρχὰς τοῦ ἄλλου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ ἀντιστρόφως
συμφώνως πρὸς τὰς ἀνάγκας τῆς κάθε μίας ἐκ τῶν δύο χωρῶν.
Ἡ προβλεπόμενη ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 15 τῆς Συμφωνίας Μικτὴ
Ἐπιτροπὴ εἶναι ἀρμοδία νὰ ἐξετάζῃ ὅλα τὰ θέματα τὰ σχε-
τικά μετὰ τὰς ἀδείας αὐτάς.

Ἄρθρον 13.

Πρότυπον τῆς ἀδείας.

Τὸ πρότυπον τῆς ἀδείας θὰ καθορισθῇ ὑπὸ τῆς Μικτῆς
Ἐπιτροπῆς ἢ ὁποία προβλέπεται εἰς τὸ ἄρθρον 15 τῆς πα-
ρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 14.

Ἐλεγχος τῶν ἐγγραφῶν.

Αἱ ἄδειαι καὶ τὰ ἄλλα ἀπαραίτητα ἐγγραφα, κατὰ τοὺς
ὅρους τῆς παρούσης Συμφωνίας, δέον νὰ συνοδεύουν τὰ ἀντί-
στοιχα ὀχήματα καὶ νὰ ἐπιδεικνύονται τῆς αἰτήσεως ἐκάστης
ἀρχῆς τῶν δύο Συμβαλλομένων Μερῶν, ἢ ὁποῖα εἶναι ἀρμο-
δία νὰ ἀπαιτήσῃ τὴν ἐπίδειξιν αὐτῶν.

Ἄρθρον 15.

Μικτὴ Ἐπιτροπὴ.

1. Διὰ νὰ ἐπιτρέψουν καλὴν ἐκτέλεσιν τῶν διατάξεων τῆς
παρούσης Συμφωνίας, τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη συνιστοῦν
Μικτὴν Ἐπιτροπὴν διὰ νὰ διευκολυνθῇ ἡ ἐφαρμογὴ ἢ ἡ
ἐρμηνεία τῆς παρούσης Συμβάσεως.

2. Ἡ εἰρημένη Μικτὴ Ἐπιτροπὴ συνέρχεται μίαν φορὰν
κατ' ἔτος ἢ τῇ αἰτήσεϊ τοῦ ἐνὸς ἐκ τῶν Συμβαλλομένων
Μερῶν, διαδοχικῶς εἰς τὸ ἔδαφος ἐκάστου ἐξ αὐτῶν.

3. Ἐπὶ τρεῖς μῆνας μετὰ τὴν ἐναρξιν τῆς ἰσχύος τῆς πα-
ρούσης Συμφωνίας, ἡ προβλεπόμενη εἰς τὴν ἀνωτέρω παρά-
γραφον (1) Μικτὴ Ἐπιτροπὴ, συνέρχεται διὰ νὰ ἐξετάσῃ τὰ
ἀπαραίτητα μέτρα τὰ ὁποῖα θὰ ἐπιτρέψουν νὰ τεθῇ εἰς ἐφαρ-
μογὴν ἡ παρούσα Συμφωνία.

Ἄρθρον 16.

Τὸ ἔγκυρον τῆς Συμβάσεως.

1. Ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ εἰς ἡμερομη-
νίαν καθοριζομένην δι' ἀνταλλαγῆς ρηματικῶν διακοινώσεων
περὶ τῆς ἐγκρίσεως αὐτῆς, συμφώνως πρὸς τὴν ἐθνικὴν νο-
μοθεσίαν ἐκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

2. Ἡ παρούσα Συμφωνία θὰ ἰσχύῃ δι' ἓν ἔτος ἀπὸ τῆς
ἡμερομηνίας ἐναρξέως ἰσχύος καὶ θὰ παρατείνεται σιωπηρῶς
ἀπὸ ἔτους εἰς ἔτος, ἐκτὸς ἐὰν ἐν ἐκ τῶν Συμβαλλομένων
Μερῶν καταγγεῖλῃ αὐτὴν τρεῖς μῆνας πρὸ τῆς ἐκπνοῆς τῆς
ἰσχύος αὐτῆς.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω, οἱ ὑπογεγραμμένοι, δεόντως
ἐξουσιοδοτημένοι ὑπὸ τῶν οἰκείων Κυβερνήσεων αὐτῶν,
ὑπέγραψαν τὴν παρούσαν Συμφωνίαν.

Ἐγένετο ἐν Ἀμασκόῳ τὴν 28ην Φεβρουαρίου 1979, εἰς

δύο πρωτότυπα αντίτυπα, εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν, τῶν δύο ἀντιτύπων ἔχοντων τὴν αὐτὴν ἰσχύον.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας
(ὕπογραφή)

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τῆς Συριακῆς Ἀραβικῆς
Δημοκρατίας
(ὕπογραφή)

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ ΣΥΜΦΩΝΙΑΣ

Διὰ τὰ ἐφαρμοσθῶν αἱ διατάξεις τῆς Συμφωνίας μεταξὺ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Συριακῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας ἀπερὶ τῶν διεθνῶν ὁδικῶν μεταφορῶν ἐπιβατῶν καὶ ἐμπορευμάτων, συνεφωνήθησαν τὰ ἀκόλουθα :

1. Τελωνειακαὶ διευκολύνσεις.

α) Τὰ ἐμπορεύματα τὰ ὁποῖα μεταφέρονται ὁδικῶς δι' ἐμπορικῶν ὁχημάτων καταχωρισμένων εἰς τὰ μητρώα τῆς Ἑλλάδος καὶ κυκλοφοροῦντα ὑπὸ τὴν κάλυψιν ἐνὸς ἐγκύριου βιβλιαρίου Διεθνῶν ὁδικῶν Μεταφορῶν (TIR), ὡς προβλέπεται εἰς τὴν τελωνειακὴν Σύμβασιν περὶ τῆς διεθνούς μεταφορᾶς ἐμπορευμάτων ὑπὸ τὴν κάλυψιν βιβλιαρίου Διεθνῶν Ὀδικῶν Μεταφορῶν (TIR) θὰ γίνωνται ἀποδεκτὰ εἰς τὸ συριακὸν ἔδαφος βάσει τοῦ βιβλιαρίου αὐτοῦ χωρὶς καμμίαν ἐξέτασιν.

Αἱ συριακαὶ τελωνειακαὶ ἀρχαὶ δύνανται εἰς ἐξαιρετικὰς περιπτώσεις νὰ προβαίνουν εἰς ἐξέτασιν τῶν ἐμπορευμάτων διὰ τὰ ἀποφευχθῶν καταχρήσεις καὶ ἰδίως ὅταν ὑπάρχῃ ὑπόνοια ἀντικανονικότητος διὰ τὸν σκοπὸν αὐτὸν τὸ βιβλιάριον τὸ ὁποῖον συνοδεύει τὰ ἐμπορεύματα, καθὼς καὶ ἡ μεταφρασὶς τοῦ εἰς τὴν ἀραβικὴν γλῶσσαν, θὰ ὑποβάλλεται εἰς τὰς ἀρμοδίας συριακὰς ἀρχὰς ὡς κατάλογος ἐμπορευμάτων καὶ ὡς τελωνειακὸν ἔγγραφον διὰ τὴν περαιτέρω μεταφορὰν τῶν ἐμπορευμάτων αὐτῶν εἴτε εἰς τὸ συριακὸν ἔδαφος εἴτε ὑπὸ διαμετακόμισιν διὰ τοῦ ἑδάφους αὐτοῦ. Ἐν τούτοις, αἱ περὶ ἀπαιτήσεως τελωνειακῆς ἐγγυήσεως τῶν ἐμπορευμάτων αὐτῶν διατάξεις τῆς ἐθνικῆς συριακῆς νομοθεσίας θὰ εἶναι ἐφαρμοστέαι.

β) Τὰ ὁδικῶς μεταφερόμενα ἐμπορεύματα δι' ἐμπορικῶν ὁχημάτων καταχωρημένων εἰς τὰ μητρώα τῆς Συρίας καὶ τὰ ὁποῖα δὲν καλύπτονται ἀπὸ βιβλιάριον Διεθνῶν Ὀδικῶν Μεταφορῶν (TIR) θὰ τυγχάνουν, κατὰ τὴν εἰσόδον των εἰς τὸ ἑλληνικὸν ἔδαφος, τῆς εὐνοϊκωτέρας μεταχειρίσεως τῆς προβλεπομένης ὑπὸ τῆς ἑλληνικῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας, καθ' ὃ μέτρον πληροῦνται αἱ προδιαγραφαὶ τῆς κατασκευῆς τῶν ὁχημάτων διὰ τὴν ἀσφαλῆ μεταφορὰν τῶν ἐμπορευμάτων τὰ ὁποῖα φέρουν τελωνειακὴν σφραγίδα καὶ καθ' ὃ μέτρον αἱ ὑπὸ συριακῶν τελωνειακῶν γραφείων τοῦ σημείου ἀναχωρήσεως ἐναποτεθεῖσαι σφραγίδαι εὐρίσκονται ἄθικτοι. Εἰς τὴν περίπτωσιν αὐτὴν αἱ ἑλληνικαὶ τελωνειακαὶ ἀρχαί, θὰ ἀπέχουν γενικῶς παντὸς ἐλέγχου τῶν ἐμπορευμάτων αὐτῶν, ἐκτὸς τῆς περιπτώσεως, ὅπου σκοπὸς εἶναι ν' ἀποφευχθῶν καταχρήσεις καὶ ἰδίως ὅταν ὑπάρχῃ ὑπόψια ἀντικανονικότητος. Ἐν τούτοις, αἱ περὶ ἀπαιτήσεως τελωνειακῆς ἐγγυήσεως διὰ τὰ ἐμπορεύματα αὐτὰ διατάξεις τῆς ἐθνικῆς ἑλληνικῆς νομοθεσίας θὰ εἶναι ἐφαρμοστέαι.

2. Μεταφοραὶ ἐμπορευμάτων ("Ἀρθρον 7).

Ἐκδοσις τῆς εἰδικῆς ἀδείας :

Ἡ αἴτησις τῆς εἰδικῆς ἀδείας διὰ μεταφορὰν, συμφώνως πρὸς τὸ "Ἀρθρον 7, δέον νὰ περιλαμβάνῃ τὰς ἀκολουθοῦσας πληροφορίες :

- α) Τὸν τίτλον καὶ τὴν ἑδραν τοῦ μεταφορέως.
- β) τὸν τύπον καὶ τὸν ἀριθμὸν τῆς κρατικῆς καταχωρήσεως τοῦ ὁχήματος.
- γ) Τὸν ἀριθμὸν ἀξόνων καὶ τὰς ἀποστάσεις αὐτῶν.
- δ) Τὴν χωρητικότητα τοῦ ὁχήματος.
- ε) Τὰς διαστάσεις καὶ τὸ βάρος τοῦ ὁχήματος.
- στ) Τὸ εἶδος τοῦ φορτίου, τὰς διαστάσεις καὶ τὸ βάρος αὐτοῦ.
- ζ) Ἐὰν ὑπάρχῃ ἀνάγκη, τὸ σχέδιον τοῦ ὁχήματος μετὰ τοῦ φορτίου αὐτοῦ.

η) Τὴν πίεσιν ἐπὶ τοῦ ἄξονος.

θ) Τὴν μεγίστην ἐπιτρεπομένην ταχύτητα τοῦ ὁχήματος εἰς χιλιόμετρα ἀνὰ ὥραν.

ι) Τὸ σημείον φορτώσεως καὶ ἐκφορτώσεως (τὴν ἀκριβῆ διεύθυνσιν).

κ) Τὰ προτεινόμενα ὁδικὰ φυλάκια συνόρων καὶ τὸ προτεινόμενον δρομολόγιον.

Αἱ αἰτήσεις ἐκδόσεως τῆς εἰδικῆς ἀδείας διὰ μεταφορὰν συμφώνως πρὸς τὸ "Ἀρθρον 7, παρουσιάζονται γραπτῶς εἰς 3 ἀντίτυπα, τὸ ἀργότερον 14 ἡμέρας πρὸ τῆς ἀρχῆς τῆς μεταφορᾶς : διὰ τὰς μεταφορὰς εἰς τὸ ἔδαφος τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας εἰς τὴν διεύθυνσιν :

Ἰπουργεῖον Συγκοινωνιῶν, Ἀθῆναι-Ἑλλάς.

Διὰ τὰς μεταφορὰς εἰς τὸ ἔδαφος τῆς Συριακῆς Ἀραβικῆς Δημοκρατίας :

Ἰπουργεῖον Συγκοινωνίας, Δαμασκός-Συρία.

3. Γενικαὶ διατάξεις.

1. Ἐφαρμογὴ τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας ("Ἀρθρον 10).

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη λαμβάνουν ὑπὸ σημείωσιν ὅτι τὸ "Ἀρθρον 10 ἀναφέρεται ἰδίως εἰς τὴν νομοθεσίαν περὶ τῶν ὁδικῶν μεταφορῶν, τῆς ὁδικῆς κυκλοφορίας, τοῦ βάρους καὶ τῶν διαστάσεων τῶν ὁχημάτων, τὴν διάρκειαν ἐργασίας καὶ ἀναπαύσεως, καθὼς καὶ τῶν χρονικῶν διαστημάτων ὁδηγήσεως τῶν ὁδηγῶν.

Α). Οἱ μεταφορεῖς καὶ οἱ ὁδηγοὶ τῶν ὁχημάτων τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους ὑποχρεοῦνται νὰ σέβωνται τὰς νομίμους καὶ κανονιστικὰς διατάξεις περὶ τῆς κυκλοφορίας καὶ τῶν ὁδικῶν μεταφορῶν, καθὼς καὶ περὶ τῆς διαρκείας ἐργασίας καὶ τῆς μεγίστης διαρκείας ὁδηγήσεως, τὰς ἰσχύουσας εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, ὅταν κυκλοφοροῦν εἰς τὸ ἔδαφος αὐτό. Συγχρόνως, ὑποχρεοῦνται νὰ σέβωνται τὰς ἄλλας νομίμους διατάξεις τὰς ἰσχύουσας εἰς τὴν χώραν αὐτήν.

Β) Τὰ ὁχήματα τὰ χρησιμοποιούμενα διὰ τὴν ἐκτέλεσιν μεταφορῶν δέον ὥπως πληροῦν τὰς ἀναγκαίας προϋποθέσεις διὰ τὴν προβλεπομένην ἐπιχείρησιν καὶ δέον ὥπως συντηροῦνται λαμβανομένων ὑπ' ὄψιν τῶν κανονιστικῶν διατάξεων τῆς χώρας εἰς τὴν ὁποίαν τὸ ὄχημα εἶναι καταχωρημένον.

Γ) 1) Οἱ ὁδηγοὶ τῶν ὁχημάτων δέον νὰ εἶναι ἐφωδιασμένοι μὲ τὰ ἀκόλουθα ἔγγραφα :

α) Κανονικὸν διαβατήριον διὰ τὸ ἐξωτερικόν.

β) Διεθνῆ ἀδειαν ὁδηγήσεως ἐπιτρέπουσα εἰς τοὺς ὁδηγούς νὰ ὁδηγήσουν τὴν κατηγορίαν τοῦ ὁχήματος τὸ ὁποῖον κατέχουν ἢ ἐλλείψει αὐτῆς τὴν ἐκδιδομένην ὑπὸ τοῦ ἐνὸς ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἀδειαν, ἢ ὁποία γίνεται ἀποδεκτὴ εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους.

2) Πᾶν ὄχημα δέον ὥπως εἶναι ἐφωδιασμένον μὲ τὰ διεθνῆ ὑποχρεωτικὰ ἔγγραφα ὥπως τὸ τρίπτυχον ἢ τὸ βιβλιάριον διελούσεως διὰ τοῦ τελωνείου, κλπ.

Δ) Ὅλα τὰ ὑπὸ τῆς παρούσης Συμφωνίας προβλεπόμενα ἔγγραφα θὰ ἐκδίδονται ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους καὶ δέον νὰ εὐρίσκωνται εἰς τὸ ὄχημα ὥστε νὰ ἐπιδεικνύωνται εἰς πᾶσαν ζήτησιν τῶν ὁργάνων τὰ ὁποῖα ἐκτελοῦν τὸν ἐλέγχον.

Ε) Τὰ ὄχήματα τὰ ὁποῖα ἐκτελοῦν μεταφορὰς ἐμπορευμάτων δέον νὰ εἶναι ἐφωδιασμένα μὲ ἓνα ἔγγραφον μεταφορᾶς, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας τῆς χώρας εἰς τὴν ὁποίαν εἶναι καταχωρημένον τὸ ὄχημα.

2. Φόροι καὶ τέλη ("Ἀρθρον 9).

Σεβόμενον τὸν νόμον καὶ τὰς κανονιστικὰς φορολογικὰς διατάξεις ἐν ἰσχύϊ εἰς τὰ δύο Συμβαλλόμενα Μέρη, τὸ φορολογικὸν σύστημα περὶ τῶν ὁδικῶν μεταφορῶν προσώπων καὶ ἐμπορευμάτων, ἐκτελούμενον εἰς τὸ πλάσιον τῆς παρούσης Συμβάσεως, θὰ περιορισθῇ μὲ πρωτόκολλον τῆς, εἰς τὸ "Ἀρθρον 15 τῆς παρούσης Συμφωνίας, προβλεπόμενης Μικτῆς Ἐπιτροπῆς. Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη θὰ μελετήσῃ τὴν δυνατότητα μειώσεως ἢ ἀπαλλαγῆς ὠρισμένων τελῶν καὶ φόρων.

3. Ἀρμοδίαί ἀρχαί.

Αἱ ἀρμοδίαί ἀρχαί διὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως αὐτῆς εἶναι :

Διὰ τὴν Ἑλληνικὴν Δημοκρατίαν :

Ὑπουργεῖον Συγκοινωνιῶν, Ἀθῆναι-Ἑλλάς.

Διὰ τὴν Συριακὴν Ἀραβικὴν Δημοκρατίαν :

Ὑπουργεῖον Συγκοινωνίας, Δαμασκός-Συρία.

4. Μικτὴ Ἐπιτροπὴ (Ἄρθρον 15).

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ εἶναι ἀρμοδία :

α) Νὰ προτείνῃ τροποποιήσεις τῶν διατάξεων τῆς Συμφωνίας καὶ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

β) Νὰ προσδιορίζῃ τὸν ἀριθμὸν τῶν ἐτησίων ἀδειῶν αἱ ὁποῖαι θὰ ἐκδίδωνται, συμφώνως πρὸς τὸ Ἄρθρον 12, παράγρ. 4 τῆς Συμφωνίας, ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων ἀρχῶν τοῦ ἐνὸς Συμβαλλομένου Μέρους εἰς τὰς ἀρμοδίας ἀρχὰς τοῦ ἐτέρου Συμβαλλομένου Μέρους καὶ ἀντιστρόφως.

γ) Νὰ κατάρτιζῃ καὶ νὰ ὑπογράφῃ Πρωτόκολλα ἐφαρμογῆς τῆς Συμφωνίας.

Ἐγένετο ἐν Δαμασκῷ τὴν 28ην Φεβρουαρίου 1979, εἰς δύο πρωτότυπα ἀντίτυπα, εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν, τῶν δύο ἀντιτύπων ἐχόντων τὴν αὐτὴν ἰσχύν.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας

(ὑπογραφή)

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν
τῆς Συριακῆς Ἀραβικῆς
Δημοκρατίας

(ὑπογραφή)

Ἄρθρον Δεύτερον.

Τὰ εἰς ἐκτέλεσιν τῆς παρούσης Συμφωνίας καταρτιζόμενα ὑπὸ τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ ἁρθροῦ 15 αὐτῆς Πρωτόκολλα-Πρακτικὰ ἐγκρίνονται διὰ κοινῆς Πράξεως τῶν ἀρμοδίων Ὑπουργῶν Ἐξωτερικῶν καὶ Συγκοινωνιῶν.

Ἄρθρον Τρίτον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' ἡμῶν σήμερον κωδικοθεῖται, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 7 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΤΕΡΙΚΩΝ

ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

ΚΩΝΣΤ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ

ΓΕΩΡΓ. ΠΑΝΑΓΙΩΤΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 12 Ἰανουαρίου 1981

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ